

Annexe

Règlement N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif

Titre III – Contenu de l'annexe

Chapitre I – Dispositions générales

Art. 431-1

L'annexe est établie conformément aux dispositions de la section 3 du chapitre III du titre VIII du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général sous réserves des dispositions particulières qui suivent.

Art. 431-2

Avant les principes et méthodes figurant à l'article 833-2 du règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général, l'annexe comprend :

- une description de l'objet social de l'entité ;
- une description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées ;
- une description des moyens mis en œuvre.

Sont également mentionnés, les faits caractéristiques d'importance significative intervenus au cours de l'exercice ou de la clôture jusqu'à la date d'approbation des comptes par l'organe délibérant.

Conformément à ses statuts, notre syndicat a notamment a pour objet et missions :

- De regrouper les personnels d'un même secteur d'activité en vue d'assurer la défense individuelle et collective de leurs intérêts professionnels, économiques et sociaux, par les moyens les plus appropriés,
- De développer l'organisation syndicale, moyen d'émancipation du monde du travail contre l'exploitation, la domination, l'aliénation que leur fait subir la société capitaliste et libérale,
- D'assurer l'information et la formation des militants et adhérents sur tous les sujets qui concernent les personnels, que les problèmes soient professionnels ou interprofessionnels, locaux, régionaux, nationaux ou internationaux,
- De contribuer à l'élaboration des orientations et positions concernant l'action professionnelle et interprofessionnelle dans le cadre des unions de syndicats aux plans professionnels et interprofessionnels,
- D'élaborer les revendications avec les sections syndicales ; accompagner leurs actions et leurs apporter un soutien technique afin de négocier les conventions et accords collectifs,
- De représenter, en tant que de besoin, les personnels de son champ d'activité auprès des pouvoirs publics et institutions diverses et de défendre leurs intérêts matériels et moraux, tant individuels que collectifs.

Il met en œuvre les moyens suivants :

- Pour le Conseil départemental : Participation aux groupes de travail et / ou négociations avec l'employeur sur différents thèmes (télétravail, tickets restaurant, charte du temps de travail, titres restaurant, charte du tutorat, viabilité hivernale, plan égalité Hommes / Femmes 2024/2026, prévoyance, mutuelle, promotions/avancements agenda social ...) ;
- Pour la mairie de Beauvais : participation aux négociations sur divers sujets ;
- Participation aux comités techniques et F3CST ;

- Animation de réunions d'informations syndicales ;
- Réunion mensuelle de la commission exécutive ;
- Animation de formations syndicales sur le déroulement des carrières, les statuts, la rémunération ...
- Accompagnement des agents pour leur défense et la connaissance de leurs droits ;
- Diffusion d'informations générales notamment grâce au guide des carrières, aux mails et revues ;
- Distribution de supports de communication (calendriers, stylos, chargeurs USB ...).

Toutes ces actions ont engendré beaucoup de dépenses notamment en frais de déplacements et achats de matériels.

Faits marquants intervenus en 2024 :

Le contentieux avec le SIRS des Hirondelles en cours a coûté en 2023 1 620 € d'honoraires d'avocats pour la rédaction du mémoire en réponse. Le tribunal administratif a condamné le SIRS à verser **1 500 €** à notre syndicat perçus en 2024.

Art. 431-3

Pour l'ensemble des actifs incorporels, corporels et financiers inaliénables que l'entité détient, l'entité fournit les informations suivantes :

- Nature de l'actif inaliénable ;
- Date d'inscription à l'actif ;
- Durée d'inaliénabilité ;
- Valeur nette de l'immobilisation.

Dans notre cas, il s'agit du logiciel MICROSOFT OFFICE pour une co-secrétaire générale acheté le 25/01/2023 qui sera amorti en 3 ans.

La valeur d'amortissement pour cette année correspond à 50 €.

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début exercice	Acquisitions	Sorties d'actif	Virement de poste à poste	Valeur brute fin exercice
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>					
Concessions, brevets, licences...	150	0	0	0	150
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0
TOTAL (I)	150	0	0	0	150
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>					
Terrains	0	0	0	0	0
Constructions	0	0	0	0	0
Installations techniques	0	0	0	0	0
Installations générales diverses	0	0	0	0	0
Matériel de bureau et informatique	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0
Avances et acomptes	0	0	0	0	0
TOTAL (II)	0	0	0	0	0
<u>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</u>					
Autres titres immobilisés	0	0	0	0	0
Prêts et autres immobilisations financières	0	0	0	0	0
TOTAL (III)	0	0	0	0	0
TOTAL (I+II+III)	150	0	0	0	150

IMMOBILISATIONS	Amortis sements cumulés au début de l'exercice	Augmen tation	Diminu tion	Virement de poste à poste	Amortis sements cumulés à la fin de l'exercice
<u>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</u>					
Concessions brevets Licences	46	50	0	0	96
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
TOTAL (I)	46	50	0	0	96
<u>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</u>					
Constructions	0	0	0	0	0
Installations techniques	0	0	0	0	0
Installations générales, aménagements d	0	0	0	0	0
Matériel de bureau et informatique	0	0	0	0	0
Mobilier	0	0	0	0	0
TOTAL (II)	0	0	0	0	0
TOTAL (I+II)	46	50	0	0	96

Art. 431-4

Sans objet.

Art. 431-5

1. Le tableau suivant se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement

ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général :

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	10 250,34 €	1 844,86 €			12 095,20 €
Excédent ou déficit de l'exercice	1 844,86 €	- 1 844,86 €	6 732,39 €		6 732,39 €
Situation nette	12 095,20 €	0,00 €	6 732,39 €		18 827,59 €
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	12 095,20 €	0,00 €	6 732,39 €		18 827,59 €

Art. 431-5-1 à 431-8

Sans objet.

Art. 431-9

L'entité fournit une information sur les montants des concours publics et les subventions qui lui ont été octroyés dans l'exercice en distinguant :

- la nature du concours ou de la subvention octroyé : concours publics, subvention d'exploitation et subvention d'investissement ;
- les différentes catégories d'autorités administratives : Union européenne, Etat, Collectivités territoriales, Caisse d'allocations familiales, autres...

Dans notre cas, le syndicat a reçu **5 338,43 €** de subventions ainsi réparties :

- 4 820,03 € du centre de gestion puisque ce dernier ne lui met pas de locaux à disposition ;
- 145,80 € de la communauté d'agglomération du Beauvaisis ;
- 372,60 € de la ville de Beauvais.

Art. 431-10 et suivants

Sans objet